

LES EXPERTS PRÊTS-À-PENSER

La parole des experts est présentée par les médias comme neutre et objective. Une véritable supercherie.

Isabelle Philippon (CSCE)

Ils sont partout. Les « experts », politiques, économiques, inondent les ondes et les colonnes des gazettes de leurs chroniques, dispensent la bonne parole, décryptent l'actualité politique et, surtout, économique. Ce recours de plus en plus systématique aux experts dans les médias révèle, d'abord, les évolutions profondes de la profession journalistique : les journalistes sont tombés de leur piédestal. Ils ont perdu le statut de maîtres à penser qu'ils avaient acquis tout au long des années mille-neuf-cent-quatre-vingt, alors que, disaient-ils, s'effondraient les idéologies. Aujourd'hui, donc, les journalistes sont de moins en moins considérés par leurs propres hiérarchies, et ils doivent en outre affronter les sarcasmes et la défiance des citoyens qui

jouissent d'une forte visibilité médiatique, alors que d'autres pas du tout, et ce malgré leur forte notoriété académique. C'est qu'il y a des conditions d'entrée dans le « jeu » médiatique. D'abord, il faut que le sujet de recherche soit dans l'actualité. Un anonyme doctorant qui aurait publié une thèse sur la radicalisation d'une partie des jeunes Molenbeekois au moment des attentats de Paris et qui, en plus, ferait preuve d'aisance oratoire, serait sans nul doute devenu la coqueluche des médias et l'expert en vue. A la condition toutefois, et c'est là la deuxième condition d'une consécration médiatique, que les thèses défendues par le chercheur soient proches de la « doxa » médiatique, autrement dit que l'auteur partage la « vision du monde » des journalistes.

Le problème n'est pas qu'on fasse intervenir des « experts », mais qu'on les présente comme « neutres ».

s'expriment sur les réseaux sociaux : ils sont donc obligés de se replier sur d'autres pourvoyeurs de pensées et d'analyses. Ils recourent alors aux services d'experts, à qui ils délèguent de plus en plus le devoir d'analyse qui leur incombait naguère. A cela s'ajoute un fait objectif : les compétences des journalistes se perdent, les rédacteurs affectés à la recherche d'informations sont de moins en moins nombreux, et le diktat de l'urgence est un frein à un travail de qualité. Alors, on fait naturellement appel à des ressources extérieures : recueillir des informations auprès de sources réputées crédibles réduit le temps (et les frais) d'enquête.

N'est pas expert qui veut

Devenir un « expert » en vue dans les médias, ça se mérite. Certains intellectuels, certains chercheurs,

eux-mêmes. Il faut répondre favorablement à leurs sollicitations, qui peuvent être fréquentes. Au début, ces sollicitations seront prudentes : les journalistes testeront la faculté de l'expert à vulgariser, à rendre clair, à parler au plus grand nombre et à s'en faire comprendre. Si l'expert se montre doué, alors ses services seront de plus en plus sollicités, et sous toutes les formes : interviews, débats, cartes blanches, etc. De la même manière que les riches deviennent toujours plus riches, plus on est médiatisé, plus on le devient. « Les grandes émissions ne consacrent que les consacrés », ramasse Caroline Lensing-Hebben (2). Il en va de même pour les grands médias.

Au-dessus de tout soupçon, vraiment ?

Mais revenons-en aux motivations des médias qui font appel aux lumières des experts et autres chroniqueurs extérieurs. On l'a vu, le recours aux experts leur permet de gagner du temps et de pallier leur manque d'...expertise. Mais ce n'est pas tout. Les médias pensent (la plupart du temps sincèrement) dispenser l'information de façon « objective ». Ils ont donc besoin de sources « au-dessus de tout soupçon » : le recours aux experts (politiques, économiques, financiers) est donc une façon, pour les journalistes, de prouver leur « impartialité ». Les paroles d'experts seraient un gage d'objectivité et de neutralité. Le hic, c'est que ces « spécialistes » ne sont évidemment ni neutres, ni objectifs. Les experts économiques qui monopolisent la parole publique et l'analyse journalistique jouent de leurs titres universitaires alors qu'ils sont le plus souvent appointés par la finance. Et ils ne dispensent la parole que d'un seul courant de pensée, celui du néolibéralisme. Or comme le rappelle Laurent Mauduit (3), l'économie n'est pas une science exacte, mais une branche des sciences sociales, dont la richesse dépend du pluralisme des approches.

« A peu près tous les “experts” économistes qui interviennent à tour de bras sur les antennes et dans les colonnes des journaux travaillent dans une banque, dénonce Geoffrey Geuens (ULg). Mais on ne les

présente pas comme des banquiers, mais comme des “professeurs d’université”, ce qu’ils sont aussi, par ailleurs, mais pas seulement... Et cela, ça ne va pas. Quand on interviewe “le professeur” Etienne de Callataÿ sur, par exemple, l’opportunité d’un impôt sur la fortune, et qu’on ne dit pas qu’il est à la tête d’une société de gestion des grandes fortunes, c’est choquant. Idem pour ce qui est de Bruno Colmant, que l’on présente comme “chroniqueur économique” et “auteur de nombreux ouvrages”, sans dire qu’il est à la banque privée Degroof Petercam, et qu’il détient de nombreux mandats dans des entreprises privées et associations patronales. Le problème n’est pas qu’on les fasse intervenir, mais qu’on les présente comme des experts “neutres”. Et qu’on ne prête l’antenne qu’aux experts acquis au néo-libéralisme le plus sauvage, en négligeant totalement les autres voix. »

De la fabrication du consentement

Cette détestable habitude d’enrôler des chroniqueurs extérieurs est parfois acceptée avec résignation par les journalistes « maison », mais souvent ressentie, aussi, comme une marque de mépris de leur hiérarchie. C’est le cas, notamment, à France Inter. Pendant des années, les journalistes économistes de la chaîne se sont émus du mantra – « L’économie ne ment pas » – inlassablement répété sur « leurs » ondes par le chroniqueur réactionnaire Jean-Marc Sylvestre. Aujourd’hui, c’est Dominique Seux, l’éditorialiste des *Echos*, qui a pris le relais. Moins flamboyant peut-être, mais tout aussi réactionnaire. Et les journalistes maison se résignent. Chez nous (à la RTBF), pendant une quinzaine d’années, les rédactions de La Première et de Musiq’3 ont résisté à l’enrôlement d’Amid Faljaoui, directeur des magazines *Trends-Tendances* et *Le Vif/L’Express*, en tant que chroniqueur économique. Les journalistes ont opposé leur veto à la collaboration, sur leur chaîne, de ce manager des médias proche des milieux patronaux et précédé d’une réputation de

« tueur de journalistes trop indépendants » : Faljaoui a donc dû se « contenter » de Classic 21. Mais les pressions de son ami Jean-Paul Philpott, administrateur-général de la RTBF, ainsi que les profonds changements intervenus dans les rédactions à la suite des plans de restructuration successifs, ont fini par avoir raison de la détermination des journalistes de La Première

médias installent en experts : experts du terrorisme, experts des finances publiques, politologues, économistes, etc. Ceux-ci créent des biais structurels en orientant l’info dans le sens voulu : « Une telle évolution est tout à fait logique pour



Ces experts contribuent à répandre la « bonne parole », la « vérité » du moment, dont ils renforcent le vernis de respectabilité.

et de Musiq’3. Désormais, le chroniqueur s’offre ces trois chaînes radios du service public : cinq libelles par semaine professés à une heure de grande écoute, sans compter les re-diffusions quotidiennes.

Ces « experts » contribuent, ainsi, à répandre la « bonne parole », la « vérité » du moment, dont ils renforcent le vernis de respectabilité. Car « le modèle de propagande intègre aussi la capacité de fournir des “experts” confirmant la version officielle d’un événement donné », expliquent Noam Chomsky et Edward Herman dans *La Fabrication du consentement* (4). Pour Chomsky, le système médiatique est un « système de marché encadré » dont l’orientation est en partie fournie par ceux que les

permettre aux opinions les plus communément admises (à savoir celles qui servent au mieux les intérêts des élites) de continuer à prévaloir. » Chomsky n’a décidément pas vieilli... □

(1) Ryszard Kapuscinski, *Lapidarium*, Milan, Feltrinelli, 1997.

(2) Caroline Lensing-Hebben, *Les Experts cathodiques. Chercheurs face à la tentation médiatique*. Le Bord de l’eau, coll. Penser les médias, 2008.

(3) Laurent Mauduit, *Main basse sur l’information*, Ed. Le Seuil, coll. Don Quichotte, 2016.

(4) Noam Chomsky et Edward Herman, *La Fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*. Contre-Feux Agone, 2009.

« SANS ESPRIT CRITIQUE, IL

Selon les critères d'après lesquels on tente de l'étiqueter, il est qualifié tantôt d'extrême gauche, tantôt d'extrême droite. Une chose est sûre, donc, il agace, il irrite, dans (presque) tous les rangs. En premier lieu le petit monde médiatique, dont il est désormais banni, et dont il ne cesse de dénoncer l'inféodation au libéralisme. Rencontre avec Jean Bricmont, physicien (UCL) et essayiste hors norme.

Propos recueillis par Isabelle Philippon (CSCE)

Ensemble ! La liberté d'expression est votre mantra absolu. Et pour vous, elle est en très grand danger...

Jean Bricmont : C'est bien le cas. La liberté d'expression est muselée, mais d'une manière plus habile qu'on ne le fait dans les dictatures. Toute la société est contenue dans un cadre idéologique très strict, celui de l'idéologie dominante, c'est-à-dire celui du libéralisme, de l'euro-péisme, de l'occidentalisme. A l'intérieur de ce cadre, on peut discuter, polémiquer, s'invectiver : sur le mariage pour tous, la légalisation de la prostitution, l'allocation universelle, et même sur le capitalisme (enfin, plutôt sur ses excès). Mais prenez garde à ne pas sortir de ce cadre, sinon vous êtes vitriolé, excommunié. Quand des secousses extrêmes se produisent, certaines voix « alternatives » peuvent un peu se faire entendre. Ce fut le cas, par exemple, lors de la crise économique et financière de 2008 : on a vu appa-

raître, alors, dans les colonnes de certains journaux, des analyses qui n'auraient jamais été publiées en temps normal. Mais, une fois le calme de retour, le naturel revient au galop, et la norme redevient... la norme. Et dès que des voix dissonantes se font entendre, on les qualifie de *fake news*.

Parfois, la propagande est démasquée, comme lorsqu'on a découvert que les alibis avancés pour justifier la guerre en Irak en 2003 (Sadam Hussein détenait des armes de

destruction massive) étaient faux... Oui, mais ça prend du temps. Celui qui aurait réclamé des preuves au moment où l'info sort serait vu comme un effroyable « défenseur des dictateurs ». Cette condamnation au silence des sceptiques se fait au nom des « valeurs » des droits de l'homme. On peut estimer que l'idéologie des Droits de l'Homme a remplacé le catholicisme en tant que gardien de l'ordre établi. Le catholicisme, là où il était dominant, ne faisait pas directement l'apologie du capitalisme, mais diabolisait le communisme et le socialisme sous des prétextes religieux. La religion des Droits de l'Homme fonctionne de la même manière : c'est le pilier idéologique qui maintient le système et exclut tous ceux qui se montrent critiques à l'égard de notre politique étrangère, sous prétexte qu'ils foulent au pied ces fameux Droits de l'Homme, ce qui est l'accusation la plus dévastatrice que l'on puisse lancer contre quelqu'un. Et c'est en leur nom que l'on défend désormais subtilement la politique



Jean Bricmont : « Sortez du cadre, et vous êtes mort. »

Les médias fabriquent insidieusement un socle idéologique sur lequel tous les citoyens occidentaux peuvent se reposer, l'âme en paix et la conscience tranquille.

fort d'images à fort impact émotionnel (1). Mais, si l'on exprime son scepticisme, on est « mort ». Pourtant, sans esprit critique, il n'y a ni gauche, ni droite : il n'y a que soumission et obéissance.

Même dans la presse située « à gauche » ?
Surtout dans la presse (*mainstream*)

d'hégémonie américaine.

Parfois, la propagande est démasquée, comme lorsqu'on a découvert que les alibis avancés pour justifier la guerre en Irak en 2003 (Sadam Hussein détenait des armes de

Votre critique des médias rejoint, par certains aspects, celle que faisait Noam Chomsky en 1988 : rien n'a changé ?

A la marge, des choses ont changé. Et pas en bien. Après avoir lu *La Fabrication du consentement*, de Noam Chomsky et Ed Herman, je n'ai plus jamais lu un journal de la même manière (2). Les médias *mainstream*

N'Y A QUE SOUMISSION ET OBÉISSANCE »

délivrent la bonne parole en toute bonne conscience. Ils présentent l'Arabie saoudite comme un pays allié des Etats-Unis (et donc des démocraties européennes), et pointent

**Dès que des voix
dissonantes
se font entendre,
on les qualifie
de fake news.**

l'Iran comme le suppôt du terrorisme international. Ils présentent les pays occidentaux comme des modèles de démocratie dont le monde entier devrait s'inspirer, en oubliant de signaler que l'Occident est détesté par une bonne partie du monde, à cause de ses politiques et non à cause de ses valeurs. Et ils fabriquent insidieusement un socle idéologique sur lequel tous les citoyens occidentaux peuvent se reposer, l'âme en paix et la conscience tranquille. On nous met en garde contre la « propagande russe » et les *fake news*, tandis que les médias traditionnels sont supposés être inspirés par leur dévouement à la démocratie dans le monde. En réa-

lité, ils sont le reflet fidèle de la ligne de nos gouvernements et de la politique euro-atlantiste.

Les défenseurs des Droits de l'Homme ne sont donc pas des « progressistes » ?

Avant, la gauche s'appuyait sur les travailleurs. A droite, on était lié à l'Eglise, à la bourgeoisie. Tout s'est inversé : les progressistes, aujourd'hui, n'incarnent plus la classe ouvrière, mais bien les « intellectuels », de préférence universitaires. Ce sont des gens « éclairés ». Ils ont leurs tribunes dans la presse de « gauche » dominante, qui est en réalité une presse qui défend le système. Depuis les années septante, cette bourgeoisie intellectuelle éclairée joue le rôle de gardien du temple. Elle ne fait pas directement l'apologie du capitalisme, mais l'idéologie qui met en avant les droits individuels à l'exclusion de tout le reste permet un contrôle idéologique très fort. Les rapports de force, la lutte des classes, tout ça, c'est fini, éliminé du débat public. Idem pour les rapports de force au niveau international.

On est loin du rôle de quatrième pouvoir qu'est censé jouer la presse... Aujourd'hui, une grande crédulité envers la presse dominante carac-

térise ce qu'on appelle la gauche, et la presse dominante renvoie la balle en étant en général « de gauche ». Cette gauche qui met sans arrêt en avant ses « valeurs » est incapable de faire une analyse réellement critique des rapports de force dans le monde. L'idéologie libérale américaine, importée en Europe par la presse *mainstream* de « gauche », incarnée par *Libération*, a éliminé à la fois Don Camillo et Peppone (3), c'est-à-dire le catholicisme à droite et le socialisme à gauche. Dans la mesure où cette gauche intellectuelle fonctionne comme gardienne idéologique du système, on laisse à l'extrême droite le monopole de la critique, ce qui est une position suicidaire à une époque d'insatisfaction croissante. Le fait que l'on essaye de museler des gens qui tentent de penser autrement, c'est inquiétant. C'est le débat public qui s'appauvrit. Et quand il n'y a plus de vrai débat public, la démocratie n'est plus réelle, mais seulement formelle. Intellectuellement, moralement et politiquement, c'est intenable. □

**La gauche des « valeurs »
est incapable de faire une
analyse réellement critique
des rapports de force
dans le monde.**



« L'impérialisme américain a éliminé à la fois don Camillo et Peppone. »

(1) Voir le rapport d'experts du MIT concernant les attaques de 2013 : <https://s3.amazonaws.com/s3.documentcloud.org/documents/1006045/possible-implications-of-bad-intelligence.pdf> et Seymour Hersh sur les attaques plus récentes : <https://www.welt.de/politik/ausland/article165905578/Trump-s-Red-Line.html>

(2) Jean Bricmont a d'ailleurs publié un essai sur Noam Chomsky : *Noam Chomsky, activiste*, Forges de Vulcain, 2014. Il est également l'auteur, entre autres, de *La République des censeurs*, L'Herne, 2014, et de *Impérialisme humanitaire. Droits de l'homme, droit d'ingérence, droit du plus fort*. Editions Aden, 2005.

(3) Don Camillo est le nom d'un personnage de fiction créé en 1948 par le journaliste et écrivain Giovannino Guareschi. Devenu héros d'un film de Jean Duvivier (1952), don Camillo (Fernandel) le curé du village se livre à une guerre d'influence contre Peppone, le maire communiste.

LA CONSANGUINITÉ, C'EST

Quand les hommes d'affaires s'emparent des médias hexagonaux, ils le font rarement en finesse, et toujours au détriment de l'emploi et la qualité et de la liberté de l'info. Coup de projecteur sur quelques cas d'école.

Isabelle Philippon (CSCE)

Le Monde : son propriétaire n'aime pas les « justiciers »

Les propriétaires du grand journal vespéral ? Depuis 2010, il s'agit du richissime trio formé de Xavier Niel (principal actionnaire du fournisseur internet Free, et dixième fortune française selon le classement 2015 du magazine *Forbes*), le banquier d'affaires Matthieu Pigasse, et Pierre Bergé, ce milliardaire proche d'Alain Minc, qui a forgé sa fortune en gérant la société Yves Saint-Laurent.

« Je n'aime pas le journalisme d'investigation, ni les journalistes qui se prennent pour des justiciers », a-t-il confié à un journaliste (1). Périodiquement, Bergé prend à partie la rédaction, la malmène, et empiète sur son indépendance éditoriale. Certes, la rédaction du journal est toujours protégée par des droits moraux que les propriétaires sont contractuellement tenus de respecter. Ces droits

tues et les plus courageuses. Il en reste quand même encore quelques-unes. Parmi elles, Ariane Chemin et Vanessa Schneider, auteures d'un remarquable essai baptisé *Le mauvais génie* (2). Les deux journalistes d'investigation se sont livrées à une enquête longue et minutieuse sur Patrick Buisson, cet ancien journaliste de *Minute* qui fut la muse de Sarkozy et contribua à dédramatiser le programme de l'extrême droite. On se rappellera aussi que Buisson a longtemps animé une émission télé (sur LCI) avec David Pujadas, lequel a officié de longues années en tant que présentateur du « 20 Heures » de France 2 !

Libération : porte-serviette de la gauche caviar

Cela fait longtemps que le journal n'a plus rien de maoïste, le profil qui était le sien sous l'égide de Jean-Paul Sartre, en 1973. Longtemps, aussi, qu'il n'a plus l'indépendance et l'impertinence qui étaient les siennes lorsqu'il était la propriété de la société des journalistes. Le quotidien est même devenu

la caricature d'une presse inféodée à la gauche caviar. Aujourd'hui propriété du promoteur immobilier Bruno Ledoux et du financier franco-israélien Patrick Drahi, *Libé* est épuisé par des années de crise, de restructurations et autant de plans sociaux qui ont poussé hors du navire de nombreux journalistes expérimentés et à la plume acérée.

L'Express : qu'il est loin le temps où il dénonçait la torture en Algérie

En 2015, Patrick Drahi, via sa société Altice Media Group, rachète le groupe *L'Express-L'Expansion* au Belge Roularta. Il rentre dans le groupe avec violence, organise une saignée dans les équipes avant d'intégrer son pôle presse dans l'opérateur téléphonique SFR dont il est aussi propriétaire. En 2016, le nom du richissime propriétaire apparaît dans le scandale des Panama Papers. Les titres contrôlés par Drahi se montrent peu loquaces sur le sujet, et particulièrement circonspects.

Drahi est également propriétaire de 124 News, une chaîne d'info en continu en Israël, laquelle diffuse en anglais, en français et en arabe. Son cadre d'analyse des événements au Moyen-Orient est on ne peut plus clair. On n'y entend jamais prononcer les mots « colonies » ou « territoires occupés », auxquels on préfère les termes plus policés d'« implantations ». Point d'allusions à d'éventuels « extrémistes juifs » – le qualificatif « extrémistes » est laissé aux

« Je n'aime pas le journalisme d'investigation, ni les journalistes qui se prennent pour des justiciers. »
(Pierre Bergé)

moraux interdisent notamment aux actionnaires de se mêler du contenu éditorial, et donnent aux journalistes un pouvoir de ratification ou de veto sur la désignation du directeur de l'équipe. Mais ces protections sont fragiles. « L'histoire va dans le mauvais sens », ramasse le journaliste d'investigation Laurent Mauduit (*Médiapart*).

Cela dit, cela fait un bail, bien avant la reprise par ses actuels propriétaires, que *Le Monde* a rompu avec ses valeurs fondatrices incarnées par Hubert Beuve-Méry. De crise en crise, de restructurations en plans sociaux, la rédaction s'est progressivement vidée de ses plumes les plus poin-



MAUVAIS POUR LA SANTÉ



Palestiniens mais bien, parfois, à l'un ou l'autre « jusqu'au-boutiste ». Qu'à cela ne tienne ! En mai 2016, Drahi organise une émission télé pour célébrer la visite de Manuel Valls en Israël. Et que voit-on ? *L'Express* dépêche sur place son éditorialiste Christophe Barbier pour faire la pub de l'émission, du Mossad, de Drahi et de Valls. Ses « analyses » sont retransmises conjointement par 124 News et BFM-TV. Pour info, BFM-TV appartient au groupe NextRadioTV, dont 49% du capital est contrôlé par... Drahi.

Depuis la fin des années 1980, la ligne éditoriale est passée de la « gauche non-totalitaire » à une « droite non-extrémiste », pour arriver, voici deux décennies, à ne plus rien être d'autre que le porte-voix du néo-libéralisme. Avec ses couvertures « marronniers » (3) « Spécial Immobilier » ou « Classement des universités » ou pire, ses couvertures machistes (« Ces femmes qui lui gâchent la vie ») (4) ou xénophobes (« Le vrai coût de l'immigration ») (5), la publication n'a décidément plus rien à voir avec la qualité de ses débuts. Et dire que, durant la guerre d'Algérie, *L'Express* fut le premier média français à dénoncer la torture...

L'Observateur : le canal direct des hiérarques socialistes

Début 2014, le trio propriétaire du journal *Le Monde*, à savoir Niel, Pigasse et Bergé, rachètent *Le Nouvel Observateur* à Claude Perdriel, lequel conserve 34% du capital. Depuis des années déjà, l'hebdo est tout acquis à la cause des dignitaires

socialistes dont il chante la gloire. Depuis des années aussi, la vie de la rédaction est rythmée par des dégraissages successifs. L'arrivée des nouveaux propriétaires ne change pas vraiment la donne. Si ce n'est qu'elle durcit encore la « ligne ». Un exemple : en mai 2016 ; la journaliste Aude Lancelin est remerciée. C'est qu'elle donne trop volontiers la parole à des intellectuels critiques. Pis : elle montrerait de l'empathie à l'endroit de Nuit debout et à ses cheilles ouvrières, auxquelles elle ose donner la parole. « Aude Lancelin donne la parole à Nuit debout ! Cela la regarde, mais ce n'est pas la ligne

du journal », déclarera Perdriel au *Figaro*, le 1^{er} juin 2016.

Le Parisien et Les Echos : « Merci patron Arnault ! »

Après avoir avalé, en 2007, le premier quotidien économique français *Les Echos*, le milliardaire de luxe Bernard Arnault (LVMH) s'est offert, en 2015, le quotidien populaire hexagonal, *Le Parisien*. Quand la première fortune de France rachète le journal économique, les journalistes s'émeuvent : « Comment pourrions-nous enquêter et écrire sur vos multiples activités, et sur celles de vos concurrents ? », écrivait le président de la Société des

« Comment pourrions-nous enquêter et écrire sur vos multiples activités, et sur celles de vos concurrents ? »

(le président de la Société des journalistes des *Echos* à Bernard Arnault)

□ □ □

VOUS AVEZ DIT « CENSURE » ?

Le 24 mai dernier, le *Canard enchaîné* sort l'« affaire Richard Ferrand », du nom de l'éphémère ministre de la Cohésion des territoires du gouvernement d'Edouard Philippe, impliqué dans une affaire politico-financière qui lui a coûté son portefeuille ministériel. Qu'apprenait-on, un mois plus tard, avec la diffusion d'un communiqué publié par la Syndicat national des journalistes (SNJ-CGT) (1) ?

Que les journalistes de l'Agence France Presse (AFP), l'une des plus grandes agences de presse mondiale avec Reuters et Associated Press, auraient pu sortir l'info avant le *Canard*. Que, forts de leurs infos, ils avaient adressé des courriels à la rédaction en chef, lesquels sont restés sans réponse, ou ont reçu une réponse « peu encourageante ». Que, deux jours après l'article du *Canard*, ces mêmes journalistes ont recueilli le témoignage exclusif d'un témoin de premier plan, mais que la rédaction en chef a recalé le sujet.

Et ce n'est pas tout. Le 17 mai, juste après la nomination du nouveau gouvernement, une dépêche AFP est rédigée par un journaliste maison, annonçant que François Bayrou, le nouveau – et tout aussi éphémère – garde des Sceaux, devra lui-même affronter des juges, après son renvoi en correctionnelle pour diffamation. Mais la dépêche n'a pas été diffusée : la rédaction en chef a estimé son intérêt « trop limité ». Deux jours plus tard, les médias nationaux sortent l'info : l'AFP sera bien obligée, alors, de la reprendre...

Quand la direction de l'AFP foule aux pieds l'indépendance et la neutralité inscrites dans ses statuts pour – on l'imagine – protéger le nouveau pouvoir politique, on se dit que le droit de savoir des citoyens français est, décidément, bien malmené...

(1) <https://snjcgf.fr/2017/06/22/quand-lafp-etouffe-des-informations-genantes-pour-le-nouveau-pouvoir/>

⇒ journalistes dans une lettre ouverte adressée à Arnault, en juillet 2007. Eh bien oui, effectivement, on ne trouve plus, depuis, d'enquêtes sur les lucratives activités du boss et ses partenaires potentiels dans les titres appartenant à Arnault. On ne s'étonnera pas que « Merci patron ! », le film de François Ruffin mettant en scène le groupe LVMH et son PDG n'y a pas été chroniqué.

Canal + : censure à tous les étages

N'allez pas croire que les riches industriels boudent les médias audiovisuels. La radio privée Europe 1 est entre les mains d'Arnaud Lagardère (ainsi que les magazines *Le Journal du Dimanche* et *Paris Match*), Martin Bouygues, le roi du béton, détient TF1, la première chaîne de télé française et, en juin 2014, Vincent Bol-

loré, qui doit son immense fortune à un groupe issu du capitalisme néo-colonial (actif notamment dans les plantations d'huile de palme et de terminaux maritimes de conteneurs en Afrique) a pris possession de Canal +. S'ensuivent : de véritables saignées dans la rédaction, une formidable diète budgétaire, une purge à la tête de la chaîne. Et, surtout, des censures de documentaires, et la déprogram-

QUAND LES INTÉRÊTS PRIVÉS

De nombreux médias français sont la propriété d'hommes d'affaires milliardaires. Coincé entre son propriétaire, son rédacteur en chef, ses concurrents et sa proximité avec le pouvoir, le journaliste n'a plus guère d'autres choix que de livrer « une image lisse du monde ». Mais la presse indépendante, les réseaux sociaux et le journalisme d'investigation viennent déranger ce bel ordonnancement.

Isabelle Philippon (CSCE)

Les entreprises de presse sont, pour la plupart, des entreprises privées, et celles qui ne le sont pas sont de plus en plus régies par l'esprit et les méthodes du privé : comment imaginer, alors, que le journalisme puisse échapper aux règles qui régissent l'ensemble du monde social ? Lui seul serait épargné ? Allons donc ! L'information est devenue un produit comme un autre, achetable et destiné à être vendu, à la fois profitable et coûteux. « Profitable » ? Assurément. Pas nécessairement en termes financiers : on connaît assez la crise

nombre d'idées saines ; les idées de gauche sont des idées pas saines, et nous sommes en train de crever à cause des idées de gauche qui continuent. » (1) Pour les faire passer, ces idées, rien de tel que de posséder un grand quotidien, de pouvoir y jouer de l'influence, et d'y disposer d'un espace rédactionnel dédié...

Les milliardaires et leurs danseuses

Ces milliardaires qui – c'est particulièrement vrai en France – se pressent au chevet des médias, ont

retirent. Pourquoi, en effet, le propriétaire de médias ne pèserait-il pas, lorsqu'il le souhaite, sur l'orientation des biens qu'il possède ? Hubert Beuve-Méry voulait précisément que l'info échappe à cette malédiction : « Je veux un journal indépendant, qui ne doive rien à personne, ni à l'Etat, ni aux puissances d'argent, ni aux puissances constituées, que ce soient les Eglises, des syndicats, etc. Un journal qui puisse vraiment n'avoir aucune espèce de fil à la patte », répondait-il à un journaliste qui lui demandait au nom de quelles valeurs il avait créé *Le Monde*, en 1944. (2) De l'argent, il se méfiait, viscéralement : il voulait le garder très éloigné des salles de rédaction : « On ne peut avoir deux maîtres à la fois, l'argent et l'information ! Ou alors on choisit un autre registre et on désinforme le public à longueur d'articles ! » (3) Aujourd'hui, une gigantesque normalisation économique menace gravement la qualité et l'indépendance de l'information française. On chercherait en vain, par exemple, dans les pages du quotidien vespéral français, un article critique sur les pratiques de Pascal Houzelot, homme d'affaires, propriétaire de Pink TV (et fondateur de la chaîne de télé privée Numéro 23), par ailleurs, membre du

De tous temps, les journalistes politiques, économiques et culturels ont aimé se mettre en valeur aux yeux des décideurs.

de la presse, la fuite de la publicité, la désaffection du public, etc. Mais profitable quand même. L'armateur et sénateur de l'Essonne Serge Dassault, propriétaire – notamment – du *Figaro* (et longtemps propriétaire de *L'Express*), l'a bien ramassé, dans une de ces formules dont il a le secret : « Il faut faire passer un certain

évidemment bien d'autres chats à fouetter que de s'occuper de canards, la plupart du temps boiteux. S'ils se montrent tellement attentionnés envers une presse en déliquescence, ce n'est pas une marque d'altruisme, ni par volonté de sauver le pluralisme et la liberté de l'information. C'est pour le pouvoir d'influence qu'ils en

mation des Guignols. « La dérision, parfois, c'est un peu blessant ou désagréable, déclare-t-il à France Inter. Se moquer de soi-même, c'est bien ; se moquer des autres, c'est moins bien. » En juillet 2015, Bolloré censure un documentaire (« Evasion fiscale, une affaire française ») sur le Crédit mutuel et la fraude fiscale, qui devait être diffusé dans l'émission « Spécial Investigation », l'émission

d'enquête de la chaîne. Il faut dire que le Crédit mutuel est l'un des principaux partenaires financiers du groupe Bolloré. Le patron annonce la couleur : désormais, il n'y aura plus de reportages sur les partenaires actuels ou potentiels du groupe. □

(1) Cet article a été réalisé sur la base des révélations contenues dans le livre de Laurent Mauduit, *Main basse sur l'information* Ed. Le Seuil, coll. Don Quichotte, 2016.

(2) *Un mauvais génie*, Ariane Chemin et Vanessa Schneider, Ed. Fayard, 2015.

(3) Le terme « marronniers » désigne, dans le jargon journalistique, des sujets qui reviennent régulièrement en Une car ils font vendre du papier.

(4) Cette Une de *L'Express* sur « les femmes à la source des ennuis du président français », parue le 10 octobre 2012, a été suivie, le 23 avril 2014, par une autre sur « Hollande et ses femmes ».

(5) Cette couverture est parue le 13 novembre 2012, illustrée par la photo d'une femme portant le voile intégral.

FONT MAIN BASSE SUR L'INFORMATION

comité de surveillance du journal. Pas de reportages sur les pratiques liberticides de Vincent Bolloré dans les médias contrôlés par celui qui se félicite d'avoir le *final cut* (c'est-à-dire le contrôle éditorial) sur ses titres.

Point d'enquêtes sur Bernard Arnault et le groupe de luxe LVMH dans *Le Parisien* ou *Les Echos*. Avant, la censure se faisait discrète. Maintenant, elle est généralisée, et même revendiquée par les patrons de presse : après la normalisation économique, vient la normalisation éditoriale.

Une image lisse du monde

Mais cette censure, les journalistes eux-mêmes rechignent à la reconnaître. Dur, dur, en effet, pour les membres de cette profession, de reconnaître qu'ils disposent d'à peine plus de pouvoir qu'une caissière de supermarché sur la stratégie commerciale de son employeur : « On se rêvait l'héritier de Bob Woodward (NDLR : l'un des deux journalistes du *Washington Post* qui enquêta sur le *Watergate*), on est le tâcheron de Martin Bouygues », ramasse Serge Halimi, journaliste, directeur du *Monde diplomatique* et écrivain.

Cela dit, la censure est encore plus efficace quand elle s'ignore. Quand les intérêts du patron, ô miracle, coïncident avec ceux de l'« info ». Le journaliste est, alors, prodigieusement libre. Et, le plus souvent, c'est comme cela que ça se passe, la chose n'est d'ailleurs pas neuve. Patrick Poirre d'Arvor, longtemps considéré comme l'une des personnalités les

plus influentes du paysage audiovisuel français, aurait, paraît-il, avoué un jour le sens de sa mission : « Nous sommes là pour donner une image lisse du monde. » Lisse, certes, mais

infos, qu'ils nouent des relations avec ces hommes et femmes de pouvoir, et que ces relations tournent à l'amitié, au copinage et au « renvoi d'ascenseur ». Ce prétexte n'est qu'un...

« On ne peut avoir deux maîtres à la fois, l'argent et l'information ! Ou alors on choisit un autre registre et on désinforme le public à longueur d'articles ! »

(Hubert Beuve-Méry)

surtout conforme aux intérêts d'une classe sociale. En France, davantage encore que chez nous, une proximité sociale soude les enfants de la bourgeoisie, depuis l'école secondaire jusqu'à l'université. Sciences-Po, qui a de tous temps été le marchepied vers l'Ena (la très sage et très huppée Ecole nationale d'administration), a ouvert en 2006 une école de journalisme : son programme n'est pas précisément porté sur la remise en cause du monde tel qu'il va ; on y forme peu de trublions, peu de plumes plongeant dans la plaie.

Un journalisme qui a gardé le contact, et perdu la distance

De tous temps, les journalistes politiques, économiques et culturels ont aimé se mettre en valeur aux yeux des décideurs. Bien sûr, c'est sous prétexte d'arracher une interview « exclusive », ou pour obtenir des

prétexte. En réalité, beaucoup de journalistes sont des courtisans. Leurs modèles ne sont pas Woodward, ni Ernest Hemingway ou Albert Londres. Ce qui les enthousiasme c'est, précisément, de côtoyer le pouvoir, d'en être proche, d'être admis dans le cercle. Le critique, philosophe et écrivain Julien Benda dénonçait, déjà en 1927, cette volonté du journaliste « de plaire à la bourgeoisie, laquelle fait les renommées et dispense les honneurs ». (5) Il suffit de remplacer le mot « bourgeoisie » par celui de « décideurs », et la situation s'applique à merveille à nos éditorialistes, ainsi qu'à nombre de journalistes politiques, économiques, et culturels. Hubert Beuve-Méry, encore lui, expliquait fort justement que « le journalisme, c'est le contact et la distance ». Désormais, il ne reste plus guère que le contact.

Pourtant, il se trouve bien, de temps à autre, l'un ou l'autre journaliste

⇒ politique, économique ou culturel à oser une impertinence, voire une irrévérence. « Pour faire illusion, le journaliste dispose bien, de temps en temps, de ses deux mots ou de ses deux secondes de dissidence fourgués en contrebande », assène Halimi dans ses *Nouveaux chiens de garde*. Car son patron, à qui on ne la fait pas, sait bien l'importance de concéder à ses employés « une soupe aussi anodine que ces miettes de dignité ». Mais ces « miettes » ne parviennent pas, hélas, à cacher le reste, c'est-à-dire ces colonnes et ces billets où s'étalent les preuves de l'étouffement des médias – et de la démocratie – dans un système mi-oligarchique, mi-ploutocratique.

Le retour des sentinelles

Mais il y a néanmoins un type de journaliste qui, lui, fait résolument bande à part. En France et en Belgique, il était donné pour mort voici quelques années, et le voilà plus vivant que jamais : le journaliste d'investigation. Camille Desmoulins, l'un des plus grands journalistes de la Révolution française, a créé une formidable expression pour qualifier la fonction citoyenne de la presse : « la sentinelle de la démocratie ». Une sentinelle, ça fait le guet, ça observe, ça alerte en cas de danger. Longtemps après, en 1991, la Cour européenne des Droits de l'Homme trouvera une formulation voisine pour

qualifier la fonction d'un journaliste dans nos démocraties : celle du *watchdog* (chien de garde). Les journalistes et éditorialistes « de salon » ne jouent plus vraiment ce rôle, eux qui acceptent les règles du jeu imposées par les « communicants » (les décideurs et leurs attachés de presse et autres *spin doctors*), relaient très gentiment les propos tenus en conférence de presse, et acceptent avec empressement les interviews qu'on leur « accorde » généreusement. Mais certains journalistes osent encore des questions qui bousculent, marchent à contre-courant dans les couloirs des parlements, rongent un os jusqu'à la moëlle, n'ont que faire du politiquement correct, n'ont



pas peur de déranger les puissants. Ceux-là n'hésitent pas à enquêter durant des semaines, des mois, voire des années, sur une hypothèse, une question qu'ils se posent. Ils sortent résolument du journalisme « de flux », du temps court, pour entrer dans un temps long, celui du travail de fond.

La naissance d'un journalisme collaboratif

Cette renaissance du journalisme d'investigation, on la doit d'abord à de nouveaux médias indépendants, tel Mediapart (site d'information sur internet né en 2008, dont le modèle économique repose exclusivement sur la niche de l'investigation), qui



□ □ □

QUAND LES JOURNALISTES JOUENT À L'AUTRUCHE

Le journalisme est une profession en danger : en Belgique, en France, partout en Europe. Parce que la liberté de la presse et de l'information est régulièrement mise à mal (par les intérêts privés qui dominent les médias ou par des législations liberticides), et aussi parce que la formation des journalistes laisse à désirer, et que leurs conditions de travail sont de plus en plus mauvaises. La Fédération européenne des journalistes (FEJ) et l'Ins-

titut syndical européen (ETUI) organisaient une conférence de presse sur le sujet – un enjeu sociétal important – le 26 juin dernier, à Bruxelles.

Mais voilà : quasiment aucun professionnel belge de l'info n'était présent. « C'est lamentable. Juste lamentable », s'est insurgé sur son blog Ricardo Gutiérrez, le secrétaire général de la FEJ. « En défendant la liberté de la presse et les conditions de travail des journalistes,

la FEJ ne protège pas un intérêt corporatiste ; elle défend le droit fondamental des citoyens à accéder à l'information, garanti par les conventions internationales sur les droits humains. Le mépris des médias pour cet enjeu citoyen est le symptôme du malaise profond qui mine le secteur. Un très mauvais signe pour la profession. Lamentable mépris. Aveuglement suicidaire. » Et vlan. Le 28 juin, *L'Avenir* consacrait une pleine page au sujet. Ouf.

sont venus faire concurrence, sur leur terrain, à des médias « piquants », mais à l'audience réduite, comme *Le Canard enchaîné*. On la doit aussi aux réseaux sociaux, qui ont décoché un véritable coup au derrière des journalistes « officiels », leur ont dénié le statut de délivreurs exclusifs de l'info, les ont fait tomber de leur piédestal. On la doit enfin à la réaction de la presse *mainstream*, qui a fini

La censure est encore plus efficace quand elle s'ignore.

par comprendre que si elle délaissait totalement son rôle de sentinelle, elle allait mourir sous l'accusation infamante de journalisme de connivence, de journalisme aux ordres. Le hic ? L'investigation coûte cher, très cher. Pour contourner cet obstacle majeur, des journalistes se sont regroupés au sein, par exemple, du consortium international des journalistes d'investigation (CIJI). Les journalistes de plusieurs journaux s'échangent des informations, se livrent des trucs, s'épaulent sur de grosses affaires qui dépassent le cadre d'un seul pays : une révolution, dans une profession envahie d'égos surdimensionnés et

d'irréductibles individualistes. Une révolution qui a permis, notamment, les révélations sur les *Panama Papers*, *Swiss Leaks*, *Lux Leaks* et autres *Football Leaks*.

Les milieux d'affaires, de la finance, de l'économie, de la politique, du sport, etc. n'aiment pas ce genre d'enquêtes aux rebondissements et aux implications souvent multiples, mais il leur devient très difficile, voire impossible, de les étouffer.

Et c'est ainsi qu'à l'intérieur d'un même journal ou d'une même chaîne de télévision, cohabitent désormais deux « espèces » de journalistes : les « fouille-merde » (tels que les appellent leurs détracteurs) et les porte-serviettes. On rêve d'une presse où les uns et les autres reviendraient aux fondements du journalisme : un journalisme citoyen, puissant, critique, et viscéralement distant vis-à-vis des élites, quelles qu'elles soient... □

(1) « Question directe », France Inter, le 10 décembre 2004.

(2) *Main basse sur l'information*, Laurent Mauduit, Ed. Le Seuil, coll. Don Quichotte, 2016.

(3) Hubert Beuve-Méry : *Non à la désinformation*, Frédéric Ploquin, Ed. Isabelle Péhourticq, 2010.

(4) *Les nouveaux chiens de garde*, Serge Halimi, Ed. Raisons d'agir, Paris, 2005.

(5) *La Trahison des clercs*, Julien Benda, Grasset, 1975 (réédition).

« J'EN AI MARRE DE ME RÉVEILLER »

Pour Geoffrey Geuens, professeur au département des Arts et Sciences de la communication (ULg), c'est clair : les médias belges, propriété de la grande bourgeoisie d'affaires, sont acquis au discours néolibéral. Interview.

Propos recueillis par Isabelle Philippon (CSCE)

Ensemble ! : Vous le dénoncez régulièrement : l'information est avant tout considérée comme une marchandise, et ce caractère l'emporte sur la mission fondamentale des médias, qui devrait être d'éclairer et enrichir le débat démocratique...

Geoffrey Geuens : Oui ! Les capitalistes qui détiennent les principaux médias d'information vendent leurs médias comme s'il s'agissait d'un produit comme un autre. Or la presse n'est pas une marchandise comme une autre. Il s'agit d'un bien trop précieux pour être laissé sous le contrôle quasi exclusif d'intérêts privés. On voit à quoi cela a conduit la France, là où presque tous les médias appartiennent aujourd'hui à l'oligarchie industrielle et financière.

En Belgique, la situation est quand même différente, non ?

La situation belge est, il est vrai, moins caricaturale qu'en France. Mais il n'empêche que quelques

la frontière linguistique. Exemples : Rossel et De Persgroep ont créé Mediafin, une *joint venture* dans laquelle ils se partagent la propriété de *L'Echo* et du *Tijd*. Roularta et De Persgroep se partagent VTM, tandis que RTL Belgium appartient conjointement à RTL Group ainsi qu'à Rossel, IPM et Corelio. Concentra et Corelio se partagent la propriété de quatre titres de quotidiens néerlandophones. Enfin, Rossel et Concentra se partagent *Métro*, le journal gratuit. C'est ainsi que la concentration des médias ne cesse d'augmenter et les politiques laissent faire.

Mais nous n'avons pas, en Belgique, de patrons de presse vendeurs d'armes...

Peut-être, mais certains propriétaires de journaux, radios et télévisions, chez nous, ont quand même des intérêts, parfois très importants, ailleurs que dans la presse. Les familles qui se partagent la propriété des médias

au secteur privé ; il fut aussi administrateur de plusieurs trusts allemands (BMW, Bayer, Deutsche Telekom, etc.). Il a développé la très lucrative société maritime Ahlers, héritée du père de sa femme ; entre autres – nombreux – mandats, il a été le CEO d'Agfa-Gevaert et a créé la Vlaamse uitgeverijmaatschappij (VUM, désormais Corelio) pour « sauver » le *Standard* de la faillite, dans les années 1970. Comme il se doit, il a également assuré la présidence de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB, l'association patronale belge) à l'époque des gouvernements Martens-Gol. Eh bien son fils, Thomas, l'actuel président de Corelio (héritier de la VUM), reproduit cette logique de cumul : à la fois président de la KBC, d'Umicore (ex-Union minière) et de la Fondation Roi Baudouin, ex-président de la FEB, conseiller international du trust japonais Toyota et membre de la puissante Table Ronde des Industriels européens (ERT) et

de la Commission Trilatérale. Quant au vice-président de Corelio, Philippe Vlerick, il doit sa (bonne) fortune à la

finance et le textile ; son oncle, André Vlerick, a été ministre des Finances et administrateur de plusieurs multinationales (BASF, Tabacofina, etc).

Les patrons de presse se portent bien, alors que la presse est un secteur sinistré...

Les journalistes ne cessent de s'appauvrir, et leurs conditions de travail, de se détériorer. Les plans de restructuration se succèdent dans les rédactions, alors que leurs patrons font partie des plus grosses fortunes de Belgique, ce qui ne les empêche pas d'empocher des aides à la presse : les grandes fortunes belges en général

Alors que la population francophone se situe majoritairement à gauche, il n'y a plus aucun grand organe de presse identifié à gauche et défendant le monde du travail.

grandes fortunes familiales se partagent les principaux titres de presse, voire se les rachètent mutuellement. Corelio, Concentra, De Persgroep, IPM, Rossel, Nethys et Roularta : ces sept groupes dominent totalement le monde de la presse écrite en Belgique (*lire l'infographie*). Des titres changent de mains, ce qui donne l'impression que le secteur des médias en Belgique est soumis à une dure concurrence. En réalité, derrière cette concurrence « amicale » et oligarchique, se cachent des oligopoles, qui ont des liens étroits entre eux, une communauté d'intérêts entre grandes fortunes, et ce même par-delà

son extrêmement riches, et ce n'est pas toujours aux seuls journaux qu'ils doivent leur immense fortune, mais bien aux intérêts que certains d'eux ont dans l'industrie ou la finance. Les familles Hurbain (Rossel), Baert (Concentra), Van Thillo (De Persgroep), Leysen, Vlerick, Bertrand (Corelio), Le Hodey (IPM) et De Nolf (Roularta) font partie de la très grande bourgeoisie d'affaires. Prenez Thomas Leysen, président de Corelio : c'est un riche héritier, tout ce qu'il y a de plus classique. Son père, André Leysen, faisait partie de la Treuhand, l'organisme allemand chargé de vendre les biens publics de l'ex-RDA

AU SON D'UNE CHRONIQUE BOURSIÈRE ! »

– tous secteurs d'activités confondus – sont également les plus grands « assistés » de ce pays, notamment sur le plan fiscal : cela n'empêche pas certains riches de montrer du doigt les allocataires sociaux et les travailleurs. Quant aux aides à la presse, elles sont autant d'emplâtres sur une jambe de bois : ces aides ne constituent aucunement une solution à la perte de qualité rédactionnelle, à la détérioration des conditions

L'idée que l'info est une marchandise est largement intégrée par les journalistes.

de travail des journalistes, à la concentration accrue des médias ou encore à la domination des logiques managériales sur le monde des rédactions.

Vous prônez une réorganisation du système d'aides à la presse ?

Oui ! Ces aides devraient être destinées à des projets de presse véritablement indépendants, comme *Médor*, *Apache*, *Wilfried*, etc. A des éditeurs réfléchissant avant tout à la qualité du travail journalistique et pour qui, par conséquent, les journalistes ne constituent pas une main-d'œuvre taillable et corvéable mais bien le socle fondamental d'une information de qualité, libre et indépendante des milieux d'affaires. Elles pourraient aussi – c'est le minimum me semble-t-il – être réservées aux éditeurs qui ne possèdent qu'un seul média ; cela permettrait peut-être, au moins dans un premier temps, de limiter la concentration. Plus fondamentalement encore, il faudrait rouvrir le débat sur la propriété des médias : est-il normal qu'ils soient la propriété de groupes privés, d'intérêts privés, jamais tout à fait désintéressés ? Après tout, si on lutte bien contre la privatisation – ou pour la reprise en main – de l'eau, de l'énergie, des soins de santé ou encore du système bancaire, pourquoi ne pas également réfléchir aux diverses formes possibles de socialisation et de réappropriation collective, par les jour-

LES 6 PRINCIPAUX GROUPES PRIVÉS PROPRIÉTAIRES DE LA PRESSE ÉCRITE EN BELGIQUE

GROUPES	TITRES	SOCIÉTÉS ÉDITRICES
	De Morgen	De Morgen
	Het Laatste Nieuws + De Nieuwe Gazet	Aoste
	De Tijd L'Echo	Mediafin – Persgroep (50 %) – Rossel (50 %)
	Le Soir Soir Mag	Rossel et Cie
	La Nouvelle Gazette La Meuse La Capitale La Province Nord Eclair	Sudpresse
	Vlan	Vlan
	Psychologies Magazine	Psychologies – Mass Transit Media (Rossel) – Concentra (Het Mediahuis)
	Métro	Concentra
		De Gazet Van Antwerpen Het Belang Van Limburg
De Standaard Het Nieuwsblad + De Gentenaar		SAIPM
	La Libre Belgique La Dernière Heure-Les Sports Paris Match (édition belge)	Les Editions de l'Avenir
	L'Avenir	L'Avenir Hebdo
	Moustique	Roularta
	Le Vif/L'Express Knack Trends Trends-Tendances	Belgomedia
	Télépro (à 50 % avec le Français Bayard)	

Source principale : AJP
Pour être complet, il faudrait ajouter le groupe Ciné Revue (Ciné Télé Revue) et le Finlandais Sanoma (Femmes d'aujourd'hui et Flair).

⇒ nalistes, les citoyens, etc. d'un bien aussi précieux que celui de l'information ? Cet enjeu social serait-il moins urgent ? Je ne le crois pas.

A vous suivre, les rédactions seraient inféodées à des groupes privés et à leurs intérêts ?

Personnellement, je n'utiliserais pas le terme « inféodé » ; les choses sont en réalité plus subtiles mais peut-être tout aussi efficaces. Il y a, en tout cas, des constats pour le moins interpellants. Qu'on le veuille ou non, des influences s'exercent. L'idée que l'info est une marchandise est aujourd'hui largement intégrée, même à leur corps défendant, par les journalistes : rares sont ceux, dans les rédactions, qui oseraient encore proposer un long dossier risquant d'être jugé peu « vendeur » par des managers

d'un service minimum et j'en passe. Parallèlement, certains sujets disparaissent, surtout ceux qui touchent au social. Les éditorialistes de la presse *mainstream* répètent tous, en chœur, le sempiternel refrain de la *nécessaire austérité budgétaire*, de la *nécessaire refonte ou relance du projet européen* (comme s'il était possible de « réformer » cette Europe du capital !), de la *nécessaire lutte contre la fraude sociale* (comme si les plus gros fraudeurs se recrutaient parmi les allocataires sociaux !), de l'indispensable courage pour *briser les tabous* (traduisez : pour prendre des mesures qui vont toucher les plus faibles), etc.

de son enquête sociale, etc. Souvent, cependant, lassé par ces difficultés, il peut en arriver à se taire, se résigner, voire tomber en burn-out, quand il a l'impression que son boulot a perdu de son sens...

On est surpris, aussi, de voir le nombre d'éditorialistes et de journalistes spécialisés qui font des « ménages », c'est-à-dire qui animent des conférences dans des cercles privés huppés d'entrepreneurs, tels le Cercle de Lorraine, le B19, le Cercle de Wallonie, etc.

Oui, et dans ces cercles, on retrouve précisément un condensé des di-

Les éditorialistes sont acquis à l'idéologie du capitalisme néolibéral, et parfois même sans s'en rendre pleinement compte.

LES AIDES À LA PRESSE

EN 2015

L'Avenir	1.705.643,77
La Dernière Heure	1.064.940,98
L'Echo	668.156,66
La Libre Belgique	994.762,71
Le Soir	1.176.744,94
Sudpresse	1.624.950,94
JFB (éditeurs)	380.800,00
TOTAL	7.616.000,00

Source : AJP

issus du privé et reconvertis en responsables de médias. De la même manière, l'idéologie du capitalisme néolibéral est, elle aussi, assez bien intégrée ; et ce sont bien des discours et valeurs de classe qui s'expriment quotidiennement dans le chef des élites médiatiques. Voyez l'unanimité avec laquelle on met en valeur les « entrepreneurs qui réussissent », comment on accole spontanément les adjectifs « peu efficaces » et « pléthoriques » aux mots « services publics ». Comment on culpabilise le monde du travail (ah, ces fameuses cotisations sociales devenues des « charges sociales » !), comment on rend compte des grèves et comment on criminalise les syndicats, les grévistes et les allocataires sociaux, comment on ressasse le *manque de compétitivité de nos entreprises*, la nécessité

C'est la grande force des milieux d'affaires propriétaires des titres de presse : ils ne sont pas seulement dominants au niveau financier ; ils ont également réussi à ce que leurs idées imprègnent profondément l'ensemble de la société et notamment le monde intellectuel. Pas besoin de téléphoner à un éditorialiste pour faire passer le message gouvernemental ou celui de la Banque centrale européenne : les éditorialistes sont acquis à l'idéologie libérale, et parfois même sans s'en rendre pleinement compte.

Mais dans les pages intérieures des journaux, on trouve pourtant encore des papiers d'analyse critique, des reportages de terrain qui rendent compte des dures réalités sociales...

C'est vrai, vous avez parfaitement raison. Parfois, ces éditos qui font la Une sont contredits par des reportages réalisés par des journalistes « de terrain », dans les pages intérieures : dans les médias jugés les plus sérieux, c'est particulièrement flagrant. C'est là que l'on voit tout le contraste entre les principaux « faiseurs d'opinion » (politiques, éditorialistes, experts et économistes de banque, etc.) et le journaliste « lambda », qui est bien moins déconnecté de la réalité sociale vécue par l'immense majorité de nos concitoyens, et qui doit parfois se battre pour faire entendre sa voix, pour justifier du bien-fondé

verses fractions de la classe dominante et de l'entre-soi : industriels et financiers fortunés (de l'héritier dynastique au nouveau riche), patrons de presse, responsables des partis politiques traditionnels, éditorialistes et économistes de banque. Moi, cela m'interpelle toujours de voir un journaliste économique ou un(e) éditorialiste en chef offrir ses services pour ce type de cénacle. Ceci étant, il faut éviter le jugement moral et plutôt voir ce que cela dit sociologiquement des liens entre presse et pouvoir(s). Un exemple parmi d'autres ? Je n'en peux plus non plus de me réveiller tous les matins au son d'une « chronique boursière » à la RTBF, qui me renseigne scrupuleusement sur les sursauts du Marché. Mais combien d'auditeurs francophones sont-ils concernés par cela, dites-moi ? Avouez qu'il y a quand même quelque chose d'étrange dans le monde des médias en Belgique francophone : alors que la population francophone se situe majoritairement à gauche sur le plan politique et électoral, il n'y a plus aucun grand organe de presse identifié clairement à gauche et défendant les intérêts du monde du travail, soit de la très grande majorité des Belges. Si ce n'est pas là la preuve d'un fossé entre les élites médiatiques, le monde des « décideurs », et la population... Même le service public est acquis à l'économie de marché et au libéralisme triomphant ! □